

JEAN-PIERRE CHRÉTIEN

## LE PASSÉ COLONIAL : LE DEVOIR D'HISTOIRE

UN NOUVEL INTÉRÊT POUR L'AFRIQUE SE MANIFESTE DANS L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE, PORTÉ NOTAMMENT PAR DES DÉBATS SUR LA COLONISATION. L'EXEMPLE DE LA GESTION DE LA MÉMOIRE DU CONGO EN BELGIQUE FAIT RESSORTIR UN RETARD FRANÇAIS EN LA MATIÈRE. MAIS LES POLÉMIQUES SUR LES RESPONSABILITÉS COLONIALES DANS LES DIFFICULTÉS ACTUELLES DES COMMUNAUTÉS D'ORIGINE AFRICAINE EN EUROPE POSENT LA QUESTION DU RÔLE DE LA CRITIQUE HISTORIQUE ET DE SA DIFFUSION FACE AUX REVENDICATIONS MÉMORIELLES ANTAGONISTES.

**D**epuis quelques années, un regain d'intérêt pour l'histoire de l'Afrique et des diasporas noires se manifeste dans l'opinion publique française. Des périodiques généralistes ont publié ou préparent des dossiers sur l'Afrique (*Les Temps modernes, Mouvement social, Esprit, L'Histoire, Historiens et géographes...*). En octobre 2003, les Rendez-vous de l'histoire de Blois avaient choisi aussi ce continent comme thème de débats et d'exposition. Cette nouvelle curiosité, sensible également en milieu étudiant depuis déjà une décennie, va à l'encontre d'un certain discours d'experts selon lequel l'Afrique n'intéresserait plus personne, pas plus les intellectuels que les investisseurs (mis à part le cas de la musique...). Elle n'est pas non plus gratuite. Elle coïncide avec des interventions récurrentes de la France en Afrique (Rwanda, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Togo...) et avec les crises politiques et tout simplement humaines qui font périodiquement la une des médias. Elle coïncide aussi avec un changement de période : ceux qui, dans les années 1960, ont vécu la décolonisation, marquée notamment par la guerre d'Algérie, sont relayés aujourd'hui par une nouvelle génération qui, au vu d'une actualité parfois dramatique et souvent choquante, s'interroge sur le passé récent, estime que le temps d'un bilan de la colonisation et de la décolonisation est arrivé et qu'une clarification approfondie s'impose sur un domaine laissé trop souvent dans l'ombre, tant à l'école que sur la place publique (dans les médias,



au cinéma, dans la vie politique, dans les manifestations commémoratives des guerres mondiales...). Outre les interrogations sur les jeux de la « Françafrique », des questions plus directes encore, issues des problèmes de l'immigration, viennent des quartiers de nos grandes villes où l'Afrique est si présente ! Sans vouloir confondre les enjeux, on assiste à un phénomène qui rappelle l'émergence d'une nouvelle exigence d'explications dans la jeunesse allemande des années 1980 quant à ce qui s'était passé dans leur pays un demi-siècle plus tôt. Par-delà les querelles parfois byzantines sur les impasses de l'écriture de « l'histoire des autres », nous sommes confrontés, comme on dit, à une demande sociale sur le passé de nos relations avec le continent africain. Un aller-retour Paris-Bruxelles ne sera pas inutile pour réfléchir à ce défi.

---

#### L'EXPÉRIENCE DE « MÉMOIRE DU CONGO » À TERVUREN

À Tervuren, dans une banlieue proche de Bruxelles, le roi Léopold II avait fait construire un palais pour abriter ses collections africaines. Ce Musée royal de l'Afrique centrale incarnait l'esprit colonial belge. Le 175<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance nationale a été l'occasion d'un grand dépoussiérage : de février à octobre 2005 se tient une exposition intitulée « La mémoire du Congo. Le temps colonial ». Le comité scientifique belgo-congolais, présidé par le professeur Jean-Luc Vellut, a pris à bras-le-corps les problèmes d'interprétation de la gestion du Congo par les colonisateurs belges, de la conquête léopoldienne à l'indépendance. Partant d'un hall qui rappelle que les sociétés du bassin du Congo ont une histoire bien avant l'arrivée des Belges, les visiteurs sont conduits dans trois directions : les « pouvoirs » (l'administration coloniale et ses auxiliaires africains), les « transactions » (l'évolution économique et son impact sur les sociétés), les « rencontres » (la scolarisation, les nouvelles élites, les dissidences, les relations « interraciales », la production artistique, l'histoire de l'ethnologie appliquée par le musée depuis ses débuts). Le tout se termine par une évocation de la décolonisation chaotique du début des années 1960.

Sur chaque domaine, les mémoires parallèles, voire contradictoires, de témoins oculaires sont convoquées, notamment sur des bornes audiovisuelles. Par exemple, la ségrégation urbaine avait-elle créé un apartheid à la sud-africaine et quelles étaient exactement les relations entre Blancs et Noirs au quotidien ? Mais surtout les questions les plus brûlantes du dossier congolais ne sont pas occultées : la méthode des mains coupées comme gage d'efficacité des forces de l'État léopoldien chargées de faire collecter le caoutchouc ; le racisme, y compris celui intériorisé par les premiers prêtres locaux ; la position ambiguë des chefs « coutumiers » ; l'exploitation de la main-d'œuvre et le travail forcé ; les responsabilités engagées dans la crise démographique

du début du xx<sup>e</sup> siècle et l'appréciation de son ampleur ; les préjugés liés au catalogage ethnographique et à l'anthropométrie ; mais aussi l'amélioration du niveau de vie des salariés urbains dans les années 1950 contredisant des descriptions misérabilistes ; la dynamique des influences constitutives du rayonnement d'une musique africaine originale. Il ressort que le silence sur les crimes coloniaux s'est surtout installé à une époque récente, alors que les contemporains avaient été alertés par des polémiques virulentes.

Ni fuite en avant dans les justifications ou les dénonciations, ni unanimité de façade : les mémoires en « blanc et noir » sont mises en perspective dans le temps, confrontées sans complaisance à des documents de première main, articulées aux situations historiques. Le public, européen ou africain, même dans ses couches les plus sensibilisées à des revendications conflictuelles, est invité à réfléchir, à comprendre et à identifier autant que possible les enjeux et les déviations de l'époque. C'est une véritable histoire qui est récupérée et assumée.

Cette réussite peut surprendre quand on voit les nouvelles crispations provoquées dans l'opinion belge par le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994 (qui débute aussi avec le meurtre des dix casques bleus) et par la résurgence de deux moments particulièrement sombres de la présence belge au Congo, la mort de Patrice Lumumba en 1961 et le « caoutchouc rouge » de Léopold II au début du xx<sup>e</sup> siècle. Ce retour du passé est lié à la publication de deux ouvrages, celui du sociologue Ludo de Witte sur *L'Assassinat de Lumumba* en 1999<sup>1</sup> et la traduction en français de celui du journaliste américain Adam Hochschild, intitulé *Les Fantômes du roi Léopold*, en 1998<sup>2</sup>. L'exploitation par le premier des fonds des Archives africaines de Bruxelles a causé un émoi tel que, depuis ces dernières années, l'autorisation d'accès aux dossiers a été reportée de trente à cinquante ans, au grand dam des universitaires et des étudiants en histoire de l'Afrique. Quant au second, il a été exploité dans la presse israélienne au moment où en Belgique, au nom de la « compétence universelle », une plainte était déposée contre Ariel Sharon. Les mises en accusation de la politique coloniale belge au Rwanda ont également contribué à une levée de boucliers des milieux sociochrétiens durablement liés à la politique africaine de leur pays. Mais justement, contrairement à ce qui s'est passé en France, on a aussi assisté à une volonté inédite, de la part d'une nouvelle génération intellectuelle et politique, aussi bien flamande que

---

1. L. de Witte, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karthala, 2000.

2. A. Hochschild, *Les Fantômes du roi Léopold II. Un holocauste oublié*, Paris, Belfond, 1998.



francophone, de faire la lumière sur ce passé. Le Sénat belge a montré l'exemple dès 1997 en ce qui concerne le Rwanda, puis la Chambre des représentants en 2001 sur le meurtre de Lumumba<sup>3</sup>. D'une certaine façon, le renouveau du Musée de Tervuren est aussi une réponse indirecte au retour des polémiques que le Congo avait déjà suscitées au début du xx<sup>e</sup> siècle et qui avaient été gommées par un consensus national après la Seconde Guerre mondiale. En fait, le côté le plus négatif des interrogations de l'opinion belge sur ce passé politique colonial a été la montée d'une grande désillusion sur l'Afrique et la préférence dans les recherches pour les problèmes d'autres pays du « Sud », en particulier ceux d'Amérique latine. Les deux chaires d'histoire de l'Afrique de l'Université libre de Bruxelles et de l'Université catholique de Louvain n'ont pas été renouvelées après le départ à la retraite de leurs titulaires. Les centres de recherche de Tervuren ont, dans une large mesure, repris ce flambeau en anthropologie historique et en sciences politiques.

---

#### **RETOUR EN FRANCE : NOUVELLES EXIGENCES**

##### **OU CRISPATIONS DE MÉMOIRES ?**

Un premier constat : sur le plan du débat colonial, la situation est analogue à celle de la Belgique ; or, on n'a encore jamais vu d'exposition de ce niveau en France. Bien plus, les lieux qui auraient pu l'accueillir – comme le musée de l'Homme et le musée des Arts africains et océaniques – ont peu à peu été démantelés. La dimension historique était déjà quasi absente de ces musées. Mais aujourd'hui c'est l'anthropologie qui est à son tour sacrifiée à une vision purement esthétique sous la rubrique des « arts premiers ». Certes, les arts africains anciens méritent d'être appréciés à égale dignité avec les antiquités asiatiques ou européennes, mais ils ont aussi une histoire. Et surtout des pans entiers de ce qui devrait normalement nourrir la mémoire collective des jeunes Français, l'histoire des entreprises outre-mer depuis le xvi<sup>e</sup> siècle, celle du commerce de traite sur les côtes d'Afrique, celle de l'économie fondée sur l'esclavage aux Antilles, celle des abolitions retardées, celle enfin de l'expansion coloniale et de la gestion des sociétés dominées du continent africain n'ont fait l'objet que d'expositions momentanées et partielles comme celle des « Anneaux de la mémoire » à Nantes entre 1992 et 1994.

Aujourd'hui, ce déficit politico-culturel sur l'Afrique suscite des revendications qui reflètent le phénomène de génération que nous avons évoqué et une situation sociale précise. En particulier les jeunes issus des immigrations africaines, mais aussi de la diaspora antillaise, touchés de plein fouet par le chômage, par les discriminations à l'emploi et au logement, par les marginalisations sociales des banlieues, conscients du manque de visibilité de leurs

milieux dans la société française, notamment dans les médias<sup>4</sup>, cherchent des explications liées à leurs origines, reportent sur le passé la cause des difficultés actuelles et constatent les insuffisances de l'affichage de leur histoire, perçue comme la face obscure de l'histoire française. La revendication d'histoire s'exprime donc sur le mode d'un appel à justice et à réparations pour les crimes du passé. Ces frustrations mémorielles sont multiples : le cas algérien a été réveillé autour de la non-commémoration des massacres de Sétif du 8 mai 1945, le cas antillais s'attache à la loi Taubira de mai 2001 définissant rétroactivement la traite esclavagiste en termes de crime contre l'humanité, avec, en perspective, la journée commémorative annuelle prévue à ce sujet chaque 10 mai.

Le décalage entre histoire et mémoire ne doit cependant pas être soudain méconnu et il serait trop facile d'oublier les analyses de Paul Ricœur, de François Bédarida, de Jacques Le Goff, de Jean-Pierre Rioux<sup>5</sup> et d'autres. Le sentiment d'une familiarité quasi immédiate avec un moment du passé n'équivaut pas à sa reconstruction critique à partir des traces documentaires qu'il a laissées. En outre, la « mémoire collective » se nourrit certes de traditions familiales (par exemple, chez les Algériens descendants de victimes de Sétif ou autour des repères matériels ou culturels de l'ancienne servitude aux Antilles), mais aussi des reconstructions idéologiques et politiques qui accompagnent les mémoires « retrouvées ». Autrement dit, les mémoires ont aussi leur histoire (ce que montre l'exposition de Tervuren à propos de l'épisode du « caoutchouc rouge »), car elles s'inscrivent dans le temps où elles s'expriment. C'est le contexte actuel de protestation contre les insuffisances ou les mensonges du message « républicain », dont nous avons vu la virulence nouvelle, qui informe l'appel à un réveil de la mémoire française sur la traite et le colonialisme. Il s'est exprimé sans ambages dans le manifeste de janvier 2005 intitulé « Nous sommes les indigènes de la République ! » : « Le traitement des populations issues de la colonisation prolonge, sans s'y réduire, la politique

---

3. Chambre des représentants de Belgique, *Enquête parlementaire visant à déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba et l'implication éventuelle des responsables politiques belges dans celui-ci*, rapport, 2 volumes (documents 50 0312/006 et 007), Bruxelles, 2001.

4. Il faut se rappeler à ce sujet la manifestation qui a rassemblé 50 000 personnes à Paris en 1998 à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition de l'esclavage.

5. Voir P. Ricœur, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Le Seuil, 2000 ; F. Bédarida, « La mémoire contre l'histoire », *Esprit*, n° 193, juillet 1993, p. 5-13 ; J. Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988 ; J.-P. Rioux, « Devoir de mémoire, devoir d'intelligence », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 73, janvier-mars 2002.



coloniale.» Et le collectif «Devoirs de mémoires» qui en est issu révèle une philosophie très claire de ce point de vue : «Enseigner les histoires [on notera le pluriel], c'est comprendre et s'approprier une filiation pour aborder l'avenir<sup>6</sup>.» Autrement dit, il est fortement suggéré qu'il existerait une continuité simple entre les passés esclavagiste et colonisateur (eux-mêmes amalgamés) et les discriminations racistes contemporaines.

Cette revendication pour une histoire «occultée» a surpris nombre d'enseignants qui n'ont pas attendu 2005 pour parler du commerce triangulaire, de l'esclavage, du Code noir, de Toussaint-Louverture, de Schoelcher, de la conquête de l'Algérie, du racisme, du travail forcé, des guerres dites de décolonisation, etc. Mais sans doute (une enquête sérieuse sur les manuels pourrait nous éclairer), ces questions ne sont pas abordées à la hauteur de la demande sociale actuelle dans ce pays. Cependant, l'exercice de l'historien est avant tout critique, il ne peut jamais se réduire à des commandes, officielles ou autres. C'est une discipline censée former à la prise de conscience du changement, de la distance qui nous sépare en fait de nos ancêtres, à la complexité des situations toujours susceptibles d'être mieux appréciées, voire réinterprétées, à l'existence de mémoires antagonistes.

Or, aujourd'hui, les historiens se trouvent confrontés au risque d'un débat totalement manichéen. On a entendu la demande anticolonialiste. Mais, au nom de la mémoire des rapatriés de l'empire, y compris celle des anciens collaborateurs de la colonisation (le cas des anciens harkis), une loi adoptée en catimini le 23 février 2005 invite de son côté les programmes scolaires à «reconnaître le rôle positif de la présence française outre-mer». La nostalgie du «beau temps des colonies» reste donc vivace. Elle a été réveillée depuis la fin des années 1980 par la crise du «tiers-mondisme», par la disqualification systématique et incessante des autorités africaines par les grandes organisations non gouvernementales, par l'affirmation d'un droit d'ingérence civile et «humanitaire», puis militaire, qui fait écho aux légitimations de la conquête coloniale par la philanthropie au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Certaines formes d'afropessimisme, dans leurs amalgames et leur absence de sens historique, contribuent aussi à entretenir ce climat. Si on devait prendre deux titres significatifs de cet air du temps, disons que les spécialistes de l'Afrique se trouvent publiquement mis en demeure de choisir entre *Le Livre noir du colonialisme* de Marc Ferro<sup>7</sup> et *Négrologie* de Stephen Smith<sup>8</sup>. Le regain d'intérêt pour l'Afrique risque d'être emporté dans un tourbillon de polémiques et de positions tranchées, chères aux médias. On pourra ensuite disserter sur la vision nord-américaine du «choc des civilisations».

Comme l'a bien rappelé récemment notre collègue Pap Ndiaye<sup>9</sup>, il est inutile de rêver à une «histoire pacifiée» et consensuelle. Les travaux sur le

passé se nourrissent, au moins en partie, des mémoires, écrites ou orales, ils répondent à des demandes sociales de vérité et de commémoration, ils construisent à leur tour des références mémorielles à travers la diffusion scolaire des acquis de la recherche. L'historien ne peut éluder cette dialectique, mais pas au prix du reniement de ce que peut apporter sa discipline à la société, à savoir l'exercice critique évoqué plus haut et dont la portée « citoyenne » est manifeste, face aux enfermements sectaires de toutes natures.

Sans développer ici le thème de la « concurrence des victimes<sup>10</sup> », on doit rappeler aussi les impasses, les contradictions et les chevauchements qui parcourent les terrains mémoriels. Si les descendants des victimes conservent la souffrance liée au souvenir des ancêtres sacrifiés, les descendants des bourreaux ne sont pas porteurs de la culpabilité de leurs aïeux, sauf s'ils militent pour nier effectivement les responsabilités de ces derniers. On connaît ce débat dans l'étude des génocides du xx<sup>e</sup> siècle. La défense aveugle des identités, quelles qu'elles soient, peut devenir « meurtrière », pour reprendre l'expression d'Amin Maalouf<sup>11</sup>. Donc, quand on entend des discours verrouillés sur une opposition immuable et quasi essentielle entre « oppresseurs blancs » et « opprimés noirs », faisant écho, à l'envers, à l'ancien discours opposant les « races aryenne et nègre », on voit l'impasse où peut mener une revendication de vérité racialement définie, c'est-à-dire une opposition ethnique et non sociale. Cette question se retrouve dans les discussions actuelles sur les différents niveaux de responsabilités dans la traite et l'esclavage en Afrique, où les plus ardents dénonciateurs de la traite atlantique voudraient parfois gommer le rôle des chefs africains qui greffent leur traite interne sur ce trafic<sup>12</sup>. Enfin, qui peut dire quelles sont les complicités de crimes contre l'humanité, vécues aujourd'hui comme quasi banales, qui seront ultérieurement amèrement reprochées à des porte-parole de la génération actuelle ? Je pense en particulier

---

6. Collectif « Devoirs de mémoires », « Manuels sans mémoire », *Libération*, 6 mai 2005, <<http://www.liberation.fr/page.php?Article=294552>>.

7. M. Ferro (dir.), *Le Livre noir du colonialisme : xvi<sup>e</sup> au xxi<sup>e</sup> siècle. De l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 2003.

8. S. Smith, *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt*, Paris, Calmann-Lévy, 2003.

9. P. Ndiaye, « Il n'y aura pas une histoire pacifiée », *Libération*, 13 avril 2005.

10. J.-M. Chaumont, *La Concurrence des victimes. Génocides, identité et reconnaissance*, Paris, La Découverte, 2002.

11. A. Maalouf, *Les Identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998.

12. Sans doute une des raisons qui font que le fort de Ouidah, au Bénin, a moins de « succès » dans les évocations de la mémoire de la traite que la fameuse « maison des esclaves » de l'île de Gorée qui permet de faire l'économie du fonctionnement social et politique de ce trafic sur les côtes d'Afrique.



aux effets catastrophiques des positions défendues par diverses instances religieuses, catholiques et musulmanes en particulier, ou politiques, notamment en Afrique australe, dans la lutte contre le sida en Afrique.

**S**i l'historien a pour vocation de comprendre, au sens fort, les situations du passé, il est amené à se méfier des attitudes démagogiques consistant à « surfer » sur l'air du temps, à accompagner sans réserve les revendications mémorielles, voire à conforter les passions identitaires. Cela signifie que, prenant conscience du déficit de connaissances sur le passé des relations entre Europe et Afrique, on entreprenne de réfléchir plus globalement sur la place de l'Afrique dans nos enseignements à tous les niveaux. Ce ne sont pas seulement les épisodes dramatiques et « victimisants », si cruciaux soient-ils, qui peuvent aider les élèves d'origine africaine à récupérer leur passé, mais aussi l'histoire de longue durée de leur continent, avec ses spécificités, ses ruptures, ses innovations propres, les stratégies de ses populations, sans exotisme particulier. Cette observation vaut aussi bien sûr pour l'histoire de l'espace caribéen. Et sur le plan des manifestations culturelles, pour en revenir à notre exemple belgo-congolais, il manque en France un musée de l'Histoire des peuples d'Afrique. Une initiative récente laisse espérer pour 2007 l'ouverture d'un musée de l'Immigration dans les bâtiments de la Porte Dorée. Ce projet, suivi notamment par Gérard Noiriel, représente un pas important dans le sens d'une histoire du côté pluriel de la société française, mais il ne compense pas le vide sur le passé d'une partie du monde si présente, à divers titres, dans l'histoire de tant d'habitants de ce pays, comme si l'opinion officielle française n'arrivait pas à se détacher d'un modèle intemporel, ethno-esthétique, des civilisations africaines.

Jean-Pierre Chrétien

Mald, CNRS